



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

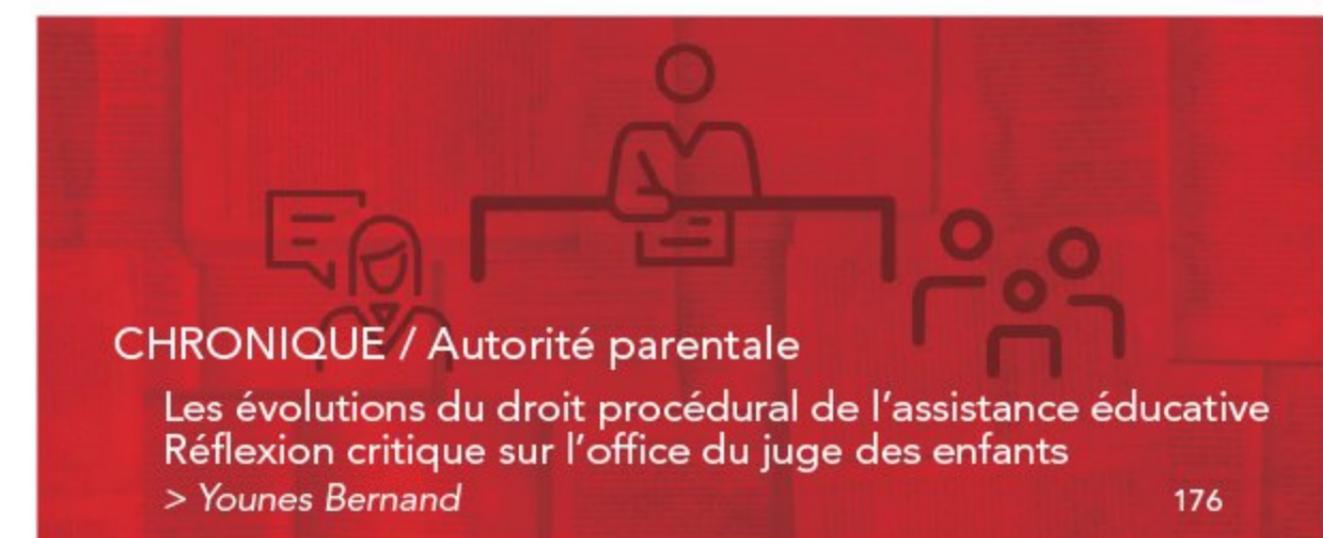
Revue des sommaires

Mardi 6 février 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
1^{er} février 2024
n° 4 / 8025^a
pages 161 à 208



ÉDITORIAL

161 Fierté et présomption d'innocence, Michel Vivant

ACTUALITÉS

170 Loi immigration : censure partielle mais large par le Conseil constitutionnel
165 Contrat hors établissement (nullité) : conditions de la confirmation tacite

LECTURES

173 Qui a eu cette idée folle ?, Nicolas Dissaux

POINT DE VUE

174 L'avocate voilée sera-t-elle la Jeanne Chauvin du siècle ?,
À propos d'un arrêt de la cour d'appel de Lyon, Cyrille Duvert

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

186 Panorama : Droit du travail, Stéphane Vernac et Ylias Ferkane
195 Notes : La date pré-imprimée sur le support du testament holographique,
élément intrinsèque de sa datation, note sous Civ. 1^{re}, 22 nov. 2023, Aurélien Molière
199 Refus d'embarquement anticipé, présentation à l'embarquement et indemnisation
d'un passager aérien, note sous CJUE 26 oct. 2023, Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier
203 Retour sur les critères de qualification de la donation-partage,
note sous Civ. 1^{re}, 12 juill. 2023, Sophie Hildenbrand

ENTRETIEN

208 Catherine Ménabé – Le refus de la France d'une définition commune du viol
au sein de l'Union européenne

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse *



322404



Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
SÉTHIÈNE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PENAL & OUVRAGES »,
HELEN HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENAVENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEMERLE

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

RÉDACTION

Maëlla HARSCOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Credit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

EDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice_ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Pris au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépot légal - Février 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

161 Fierté et présomption d'innocence



ACTUALITÉS

164 DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Contrat hors établissement (nullité) :
restitution de la chose et du prix,
Civ. 1^e, 24 janv. 2024

Contrat hors établissement (nullité) :
caractéristique essentielle du bien,
Civ. 1^e, 24 janv. 2024

Contrat hors établissement (nullité) :
conditions de la confirmation tacite,
Civ. 1^e, 24 janv. 2024

Clause abusive (nullité) : prescription
de l'action en restitution, CJUE 25 janv. 2024

Contrat d'affaires

Transport aérien (indemnisation) :
vol en retard d'au moins trois heures,
CJUE 25 janv. 2024

Transport aérien (indemnisation) :
présentation du passager à l'enregistrement,
CJUE 25 janv. 2024

Propriété intellectuelle

Marque européenne (usage) : emblème d'un
constructeur automobile, CJUE 25 janv. 2024

Société et marché financier

Société civile (liquidation judiciaire) :
action en paiement contre un associé,
Civ. 3^e, 18 janv. 2024

Société à responsabilité limitée : agrément
des héritiers d'un associé, Com. 24 janv. 2024

Commissaire aux comptes : action en responsabilité
et empêchement, Com. 24 janv. 2024

Garantie de passif (cédants) :
portée de la solidarité, Com. 24 janv. 2024

168 DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Forêt (débroussaillage) : fonds situé
en zone urbaine, Civ. 3^e, 25 janv. 2024

Servitude (transport de l'exercice) :
plan de prévention des risques naturels,
Civ. 3^e, 25 janv. 2024

Contrat-Responsabilité-Assurance
Responsabilité civile (professionnel du droit) :
pas de caractère subsidiaire,
Civ. 1^e, 24 janv. 2024

Assurance (liquidation judiciaire) : arrêt
du cours des intérêts, Civ. 2^e, 25 janv. 2024

Famille-Personne-Succession

Succession (action des copartageants) :
non-renvoi d'une QPC, Civ. 1^e, 24 janv. 2024

169 DROIT IMMOBILIER

Copropriété

Charges de copropriété (répartition) :
clause réputée non écrite, Civ. 3^e, 25 janv. 2024

170 DROIT PUBLIC

Droit administratif

Loi immigration : censure partielle
mais large par le Conseil constitutionnel,
Cons. const. 25 janv. 2024

171 DROIT DU TRAVAIL
ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Clause de non-concurrence (violation) : perte
de la contrepartie financière, Soc. 24 janv. 2024

Contentieux prud'homal (preuve) : admission
d'un procédé déloyal, Soc. 17 janv. 2024

Participation (détermination de la réserve) :
constitutionnalité du régime,
Cons. const. 24 janv. 2024

172 PROCÉDURE CIVILE
ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Mesure d'instruction (secret des affaires) :
demande de levée du séquestre,
Civ. 2^e, 18 janv. 2024

Appel civil (procédure à bref délai) :
incident d'irrecevabilité, Civ. 2^e, 18 janv. 2024

Voie d'exécution

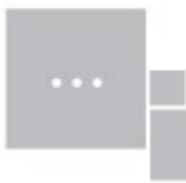
Asteinte (liquidation) : opposabilité
de la cession de créance, Civ. 2^e, 25 janv. 2024

LECTURES

Nicolas Dissaux

173 Qui a eu cette idée folle ?

Recueil Dalloz - 1^e février 2024 - n° 4



POINT DE VUE

174

L'avocate viole sera-t-elle la Jeanne Chauvin du siècle ?
À propos d'un arrêt de la cour d'appel de Lyon
par Cyrille Duvert



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

176

Les évolutions du droit procédural de l'assistance éducative. Réflexion critique sur l'office du juge des enfants
par Younes Bernand

PANORAMA

186

Droit du travail
juillet 2023 – décembre 2023
par Stéphane Vernac et Ylias Feikane

NOTES

195

La date pré-imprimée sur le support du testament holographique, élément intrinsèque de sa datation,
note sous Civ. 1^{re}, 22 nov. 2023
par Aurélien Molière

199

Refus d'embarquement anticipé, présentation à l'embarquement et indemnisation d'un passager aérien,
note sous CJUE 26 oct. 2023
par Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier

203

Retour sur les critères de qualification de la donation-partage, note sous Civ. 1^{re}, 12 juill. 2023
par Sophie Hildenbrand



208

Catherine Ménabé – Le refus de la France d'une définition commune du viol au sein de l'Union européenne

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefeuvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnelles, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).

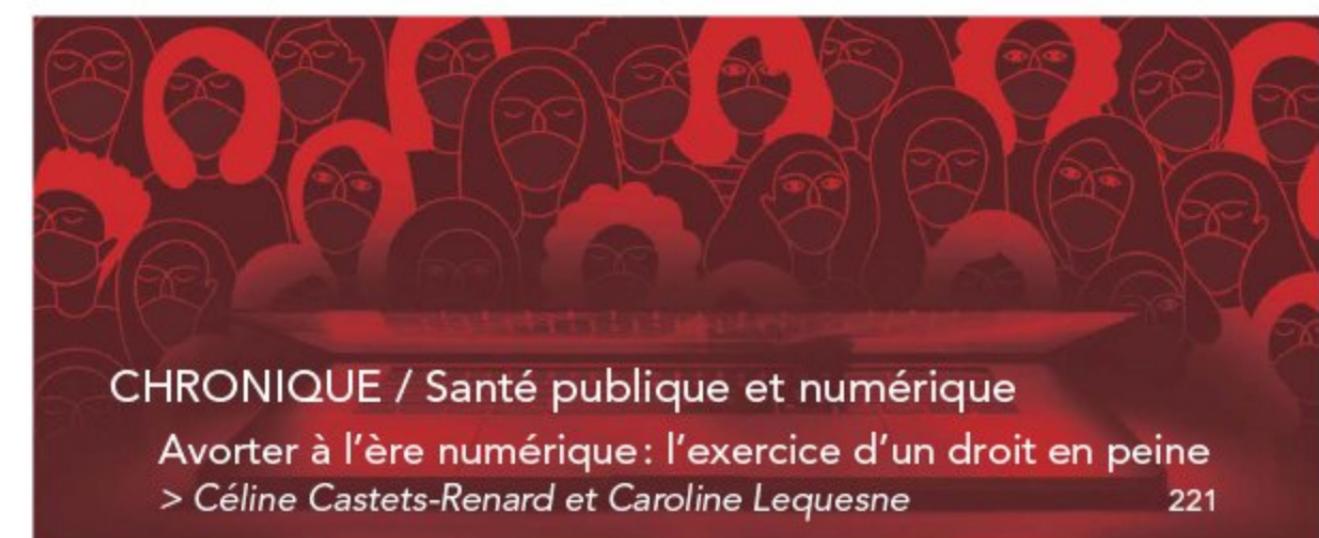


*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
8 février 2024
n° 5 / 8026^e
pages 209 à 256



CHRONIQUE / Santé publique et numérique

Avorter à l'ère numérique: l'exercice d'un droit en peine
> Céline Castets-Renard et Caroline Lequesne

221

ÉDITORIAL

209 Du tableau noir..., Xavier Henry

ACTUALITÉS

- 212 Liquidation judiciaire (cession): transfert des contrats de travail
214 Données personnelles (condamnation): durée de conservation et effacement
215 Sursis probatoire (obligations): interdiction de quitter le territoire national
217 Accord collectif (nullité): fin de mandat des délégués syndicaux

POINT DE VUE

- 219 Une jurisprudence constitutionnelle trop « à cheval » sur les « cavaliers législatifs »?,
Pierre Esplugas-Labatut

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 228 Panorama: Droit des étrangers et de la nationalité, Olivera Boskovic, Sabine Corneloup,
Fabienne Jault-Seseke, Natalie Joubert et Karine Parrot
242 Notes: L'unanimité chasse l'abus du droit de vote, note sous Com. 8 nov. 2023,
Jean-François Hamelin
247 De la résiliation du bail rural en cas de cessation de la participation du preneur aux travaux
de la société exploitant les biens mis à sa disposition, note sous Civ. 3^e, 12 oct. 2023 [2 arrêts],
Jean-Jacques Barbièri † et Franck Roussel
251 Affaire UBS: retours sur le délit de démarchage bancaire ou financier illicite et sur la confiscation
applicable au délit de blanchiment, note sous Crim. 15 nov. 2023, Jérôme Lasserre Capdeville

ENTRETIEN

- 256 Ghislain Poissonnier – Quelles obligations pour l'Azerbaïdjan
à l'égard de la population du Haut-Karabakh?

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse *



322405



9 782993 224052

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
OLIVIER CAMPENON

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PENAL & OUVRAGES »,
HELEN HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENAJENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMER

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

RÉDACTION

Maëlla HARSCOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

EDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :
Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)
Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)
Première secrétaire de rédaction :
Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)
Directeur artistique : Patrick VERDON
Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES
Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu
Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC
Etranger : 1109 € HT

Prise au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Xavier Henry

209 Du tableau noir...



ACTUALITÉS

212 DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Autorité de la concurrence (recours):
proposition d'engagements, *Civ. 31 janv. 2024*
Entreprise en difficulté
Liquidation judiciaire (cession): transfert
des contrats de travail, *Soc. 31 janv. 2024*

Propriété intellectuelle

Dessin et modèle (enregistrement):
présomption en faveur du déposant,
Com. 31 janv. 2024

213 DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Contrat d'enseignement (résiliation): motif
légitime et impérieux, *Civ. 1^e, 31 janv. 2024*
Assurance (clause d'exclusion): pertes
d'exploitation (Covid-19), *Civ. 2^e, 25 janv. 2024*
Contrat (résolution pour inexécution): mise en
demeure avant notification, *Civ. 3^e, 25 janv. 2024*

Famille-Personne-Succession

Communauté de biens (dettes): non-renvoi
d'une QPC, *Civ. 1^e, 31 janv. 2024*

214 DROIT INTERNATIONAL
ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (condamnation):
durée de conservation et effacement,
CJUE 30 janv. 2024

215 DROIT PÉNAL
ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Cumul de peines (loi du 30 juillet 2020):
application dans le temps, *Crim. 31 janv. 2024*
Sursis probatoire (obligations): interdiction de
quitter le territoire national, *Crim. 31 janv. 2024*

Procédure pénale

Extradition (prohibition): risque réel de peine
de mort (Tunisie), *Crim. 30 janv. 2024*

216 DROIT DU TRAVAIL
ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Contrat de travail (transfert): marché de
prestation de services, *Soc. 31 janv. 2024*
Conseiller prud'homme (formation): imputation
sur le temps de travail, *Soc. 31 janv. 2024*
Comité social et économique (compétence):
coût final de l'expertise, *Soc. 31 janv. 2024*
Accord collectif (nullité): fin de mandat des
délégués syndicaux, *Soc. 31 janv. 2024*

218 PROCÉDURE CIVILE
ET VOIE D'EXÉCUTION

Voie d'exécution

Expulsion (procès-verbal d'huissier): portée de
la force probante, *Civ. 1^e, 31 janv. 2024*



POINT DE VUE

219

Une jurisprudence constitutionnelle trop « à cheval »
sur les « cavaliers législatifs »?
par Pierre Esplugas-Labatut



CHRONIQUE

221

Avorter à l'ère numérique:
l'exercice d'un droit en peine
par Céline Castets-Renard et Caroline Lequesne

PANORAMA

228

Droit des étrangers et de la nationalité
décembre 2022 – décembre 2023
par Olivera Boskovic, Sabine Comeloup,
Fabienne Jault-Seseke, Natalie Joubert
et Karine Parrot

NOTES

242

L'unanimité chasse l'abus du droit de vote,
note sous Com. 8 nov. 2023
par Jean-François Hamelin

247

De la résiliation du bail rural en cas de cessation
de la participation du preneur aux travaux de la société
exploitant les biens mis à sa disposition,
note sous Crv. 3^e, 12 oct. 2023 [2 arrêts]
par Jean-Jacques Barbièri † et Franck Roussel

251

Affaire UBS: retours sur le délit de démarchage bancaire
ou financier illicite et sur la confiscation applicable au délit
de blanchiment, note sous Crim. 15 nov. 2023
par Jérôme Lasserre Capdeville



ENTRETIEN

256

Ghislain Poissonnier – Quelles obligations pour l'Azerbaïdjan à l'égard de la population du Haut-Karabakh ?

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnelles, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

DROIT DES AFFAIRES

BRDA BULLETIN RAPIDE

N°3

1^{er} FÉVRIER

24



QUESTION PRATIQUE L'INSAISISSABILITÉ DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Depuis la scission des patrimoines de l'entrepreneur individuel, quel est l'intérêt de l'insaisissabilité ?

32



www.efl.fr



À LA UNE

Biens de l'entreprise - Bail commercial : effet du congé avec offre de renouvellement à des clauses différentes

14

Sociétés - Une société civile ancienne immatriculée après la date limite devient une personne morale nouvelle

4

Contrats - Tous les contrats conclus avec une location financière après 2016 sont interdépendants

11

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

**Sociétés**

- 4 - Société civile ancienne immatriculée après la date limite
- 5 - Action en comblement de passif contre le représentant légal de la personne morale dirigeante
- 6 - Nomination d'un mandataire judiciaire chargé de convoquer une assemblée
- 7 - Annulation d'un prêt accordé par une SARL à son gérant
- 8 - Actes entrant dans l'objet d'une SCI
- 9 - Dissolution d'une société constituée entre avocats

Entreprise en difficulté

- 9 - Saisie de la résidence principale de l'entrepreneur après clôture de la liquidation
- 10 - Responsabilité du fournisseur de crédit

Contrats

- 11 - Contrats interdépendants après la réforme de 2016
- 12 - Demande d'exécution d'un contrat en référé
- 13 - Action en nullité d'un acte pour insanité d'esprit exercée par un héritier
- 13 - Seuils de passation des marchés publics
- 14 - Exigence d'un écrit pour la transaction

Biens de l'entreprise

- 14 - Congé avec offre de renouvellement à des clauses différentes
- 15 - Atteinte à la marque en cas de vente illicite d'échantillons
- 16 - Droit du cessionnaire d'un bail commercial à l'indemnité d'éviction
- 16 - Imputation au locataire de la charge des dégradations dues à la vétusté

Concurrence

- 17 - Extension d'un magasin situé dans un ensemble commercial

Consommation

- 18 - Obligations du prêteur ayant accordé un crédit à un consommateur
- 19 - Clause abusive d'un contrat de transport
- 19 - Contrat hors établissement conclu entre professionnels

- 20 - Contrat conclu hors établissement : information du consommateur

Compliance

- 21 - Détection des fraudes en cas d'externalisation de l'activité
- 22 - Décision individuelle automatisée et profilage

Et aussi...

- 23 - Irrecevabilité de la preuve déloyale
- 24 - « Legal privilege » des juristes d'entreprise
- 24 - Trouble anormal de voisinage causé par un agriculteur

Commentaire

- 26 - Nouveautés des lois de finances pour 2024 en droit des affaires
- 30 - Nouvelle procédure de secours du guichet unique pour 2024

Veilles

- 36 - Veille législative
- 37 - Veille fiscale et sociale

**QUESTION PRATIQUE****32**

L'INSAISISSABILITÉ DE LA RÉSIDENCE
PRINCIPALE DE L'ENTREPRENEUR
INDIVIDUEL A-T-ELLE
ENCORE UN AVENIR ?

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

La mise en demeure préalable à la notification de la résolution du contrat n'est pas toujours requise

Cass. com. 18-10-2023 n° 20-21.579 FP-BR : Décisions 76

Le créancier peut notifier la résolution du contrat au débiteur défaillant sans l'avoir d'abord mis en demeure de s'exécuter lorsque, au vu des circonstances, cette mise en demeure aurait été vaine.

Le droit de préemption du locataire commercial ne vaut pas en cas de vente après saisie immobilière

Cass. 3^e civ. 30-11-2023 n° 22-17.505 FS-B : Décisions 80

Le locataire commercial ne peut pas faire jouer son droit de préemption légal lorsque le bien visé a fait l'objet d'une adjudication dans le cadre d'une procédure de saisie immobilière.

Valable reprise d'un acte non expressément pris au nom ou pour le compte d'une société en formation

Cass. com. 29-11-2023 n° 22-12.865 FS-BR,

n° 22-21.623 FS-BR

et n° 22-18.295 FS-BR : Décisions 97 et avis avocat général p. 7

Une fois immatriculée, une société peut désormais reprendre un acte s'il est établi que la commune intention des parties était de le conclure au nom ou pour le compte de la société en formation, peu important que cela n'y soit pas expressément mentionné.

Pas d'abus de majorité en cas de décision prise à l'unanimité

Cass. com. 8-11-2023 n° 22-13.851 F-B : Décisions 101

La Cour de cassation juge pour la première fois qu'une décision prise à l'unanimité des associés ne peut pas être constitutive d'un abus de majorité.

Conformité des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil avec les principes de la CESDH

Cass. com. 8-11-2023 n° 22-11.765 FS-D : Décisions 106

Les limitations apportées au droit au procès équitable et au droit au respect des biens de la société et de ses associés par l'article 1843-4 du Code civil ne constituent pas des atteintes disproportionnées à ces droits.

Demande d'un commissaire aux comptes de confirmation auprès d'un tiers : opposition de la société

Cass. com. 14-11-2023 n° 22-13.374 F-B : Décisions 108

Lorsque la direction de la société contrôlée s'oppose à la demande du commissaire aux comptes de confirmation auprès d'un tiers, le commissaire doit alors respecter la norme d'exercice professionnel consacrée à une telle demande.

L'usage d'une marque par un tiers dans le code source de son site internet n'est pas toujours contrefaisant

Cass. com. 18-10-2023 n° 20-20.055 FS-B : Décisions 134

Faire usage de la marque d'un tiers comme mot-clé dans le cadre d'un service de référencement payant ou à titre de métabalises dans le code source de son site internet est contrefaisant si l'internaute moyen ne peut pas savoir si les produits ou les services visés par l'annonce qui s'affiche ou par le référencement naturel proviennent du titulaire de la marque ou, au contraire, d'un tiers.

La victime d'un produit défectueux peut engager la responsabilité pour faute du producteur

Cass. 1^e civ. 15-11-2023 n° 22-21.174 FS-B : Décisions 135

La victime d'un produit défectueux peut engager la responsabilité extracontractuelle du fabricant de ce produit si elle prouve que ce dernier a commis une faute à l'origine

du dommage, telle que le fait de maintenir en circulation le produit dont il connaît le défaut.

RGPD : condition d'interdiction du profilage en matière d'octroi de prêt

CJUE 7-12-2023 aff. 634/21, OQ c/ Land Hessen : Décisions 145

L'établissement automatisé d'une valeur de probabilité fondée sur des données personnelles et concernant la capacité d'une personne à honorer des engagements de paiement à l'avenir constitue une décision individuelle automatisée au sens du RGPD, dont cette personne a donc le droit de ne pas faire l'objet, si cette valeur détermine le fait qu'un tiers établisse, exécute ou mette fin à une relation contractuelle avec cette personne.

Actualité des procédures collectives, n° 3 du 02 février 2024

Sommaire du numéro

Repère



VOIES DE RECOURS

Notification d'une décision de justice via Sécurigreff : une réalité parfois cruelle

N° 27 - Par Christophe DELATTRE

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

La conclusion d'un contrat de travail est un acte de gestion courante

N° 28

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Comment définir les catégories professionnelles ?

N° 29

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Dans quel périmètre les critères d'ordre doivent-ils être appliqués ?

N° 30

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Comment apprécier les qualités professionnelles ?

N° 31

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Précisions sur le contrôle par la Dreets de l'information-consultation du CSE

N° 32

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Comment apprécier les moyens affectés au PSE dans le cadre d'une liquidation ?

N° 33

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Absence de contrôle des conditions de transfert d'entreprise lors de l'homologation d'un PSE unilatéral

N° 34

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Quand le droit des procédures collectives vient bousculer les demandes indemnитaires du salarié licencié !

N° 35 - Par Laurence FIN-LANGER

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Confirmation du cantonnement de la subsidiarité de l'AGS à la procédure de sauvegarde

N° 36

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

« AGS vs mandataires judiciaires », fin de la saison 2 : une subrogation sans limite !

N° 37 - Par Laurence FIN-LANGER

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Effets en France d'une liquidation judiciaire d'une entreprise d'assurance dans un autre État membre sur une procédure en cours : application des règles de procédure civile françaises

N° 38 - Par Véronique LEGRAND

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

Notification d'un jugement par Sécurigreff et point de départ du délai d'appel

N° 39

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 5 du 05 février 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



HOMMAGES

Jacques Massip

N° 150 - Par Gérard CHAMPENOIS

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 au 31 janvier 2024

N° 151

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 15 au 21 janvier 2024

N° 152

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

La requête préventive *in futurum* dans tous ses états : des précisions sur la motivation et la condition d'« absence de procès »

N° 153 - Par Sylvie PIERRE-MAURICE

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

L'admission de la connaissance du vice du contrat conclu hors établissement : revirement de jurisprudence en faveur du consommateur

N° 154

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 au 31 janvier 2024

N° 155

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 15 au 21 janvier 2024

N° 156

AFFAIRES | SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

La déchéance du droit aux intérêts, défense au fond ou demande reconventionnelle ?

N° 157 - Par Julien THÉRON

SOCIAL | PRESTATIONS SOCIALES

Déclaration du montant net social pour percevoir la prime d'activité et le RSA

N° 158

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 15 au 21 janvier 2024

N° 159

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 au 31 janvier 2024

N° 160

SOCIAL | INAPTITUDE

Étendue de l'obligation de reclassement du salarié déclaré inapte à tout emploi

N° 161 - Par Dominique ASQUINAZI-BAILLEUX

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

La loi immigration est publiée

N° 162

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 au 31 janvier 2024

N° 163

PUBLIC ET FISCAL | DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Information des élus et procédure de délégation de service public : c'est clair comme de l'eau de roche

N° 164 - Par François CAFARELLI

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT À LA VIE

Surveillance maritime et usage de la force meurtrière

N° 165 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Dénonciation de faits de harcèlement moral et sexuel au travail

N° 166 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Droit de l'Union et pouvoir réglementaire des fédérations sportives

N° 167 - Par Dominique BERLIN

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | COMMISSION EUROPÉENNE

Lien de causalité et responsabilité extracontractuelle de l'Union

N° 168 - Par Dominique BERLIN

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DISCRIMINATION RELIGIEUSE

Neutralité religieuse stricte des agents publics : une large marge d'appréciation pour les États et les collectivités infra-étatiques

N° 169 - Par Gérard GONZALEZ

EN RÉGION | BIENS

Jouer au golf : un « droit réel » (de jouissance spéciale ?)

N° 170 - Par Jean CAPIEZ

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Une faculté ouverte sur le monde

N° 171 - Par Jean-Baptiste PERRIER



La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | COUR DE CASSATION

La motivation enrichie prend racine à la Cour de cassation

N° 172 - Par Agnès MARTINEL

LA CHRONIQUE | SPORTS

Droit du sport

N° 173 - Par Romain BOFFA , Nathalie BLANC , Manuel GROS , Bernard HAFTEL , Franck LE MENTEC et Jean-Philippe TRICOIT



La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | LUTTE CONTRE LA FRAUDE

3 Questions à Pierre-Philippe Boutron-Marmion, avocat au barreau de Paris

N° 174

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Le garde des Sceaux fixe le cap pour 2024

N° 175

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Un kit pour accompagner les professionnels dans leur pratique de l'amiable

N° 176

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

20e édition des États généraux du droit de la famille

N° 177

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Rémunérations techniques des associés de SEL : le CNB conteste le régime des BNC

N° 178

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Avis du CGLPL relatif à l'accès des mineurs enfermés à l'enseignement

N° 179

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 5 du 01 février 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



ENTREPRISE

[3 QUESTIONS - Loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023 relative au partage de la valeur et attributions gratuites d'actions](#)

N° 111 - Par Faustine PAOLUZZO et Antoine LE ROUX

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉ

[L'AFG renforce ses recommandations pour 2024](#)

N° 112

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Droit bancaire et procédure civile](#)

N° 113

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Droit du commerce international](#)

N° 114

[Consulter le PDF](#)

NUMÉRIQUE

[Les salariés et les outils d'intelligence artificielle](#)

N° 115

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

[La charge de la preuve du point de départ d'un délai de prescription incombe à celui qui invoque cette fin de non-recevoir](#)

N° 116

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT D'ENTREPRISE

[Qualité du sous-traitant de second rang, manquement du maître de l'ouvrage et](#)

[responsabilité de l'entrepreneur](#)

N° 117

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

[Champ d'application de la notion de grossiste dans un contexte de fourniture de produits alimentaires à marque de distributeur : avis de la CEPC](#)

N° 118

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[L'admission de la connaissance du vice du contrat conclu hors établissement : un revirement de jurisprudence en faveur du consommateur](#)

N° 119

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[Contrat conclu hors établissement : la marque du bien ou du service constitue une caractéristique essentielle du contrat](#)

N° 120

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Cession de parts sociales : précisions sur l'agrément dans les SARL](#)

N° 121

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Solidarité commerciale : attention à bien distinguer la dette due par deux cédants de parts sociales à la société cessionnaire de celle due par l'un de ces cédants au dirigeant social !](#)

N° 122

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Absence d'autorité de la chose jugée en cas d'événement nouveau : illustration avec l'action en paiement contre les associés d'une SCI en liquidation judiciaire](#)

N° 123

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

[Transport aérien de personnes : le préjudice de perte de temps précisé par la CJUE](#)

N° 124

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

[Annulation d'une vente et remise des parties en l'état : office du juge](#)

N° 125

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

[Contester le bénéfice net d'une entreprise après l'attestation du commissaire aux comptes ou de l'inspecteur des impôts reste impossible](#)

N° 127

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Mise en oeuvre du plan de lutte contre la fraude : aménagement des règles relatives à la](#)

[liquidation de la TVA à l'importation et à la représentation fiscale](#)

N° 128

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Mise en oeuvre du plan de lutte contre la fraude : aménagement des règles de territorialité relatives aux ventes à distance de biens importés](#)

N° 129

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

[Aménagement de l'obligation de déclaration des montages transfrontières](#)

N° 130

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Comptes courants d'associés : taux d'intérêt plafond déductible pour les exercices clos le dernier trimestre 2023](#)

N° 131

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Réduction IR-PME : instauration d'un volet dédié à l'investissement dans les JEI et mise en conformité avec la réglementation communautaire](#)

N° 132

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Le devoir de vigilance européen et les avantages compétitifs que les choix pionniers de la France accordent aux entreprises françaises](#)

N° 1030 - Par Michel SAPIN et Valentina LANA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

[Clôture anticipée de la période d'observation de l'entreprise en redressement judiciaire : l'appréciation souveraine du juge](#)

N° 1031 - Par Anthony TARDIF

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PRESCRIPTION

[Droit de la prescription](#)

N° 1032 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | USAGES

[Conditions de l'opposabilité des usages professionnels](#)

N° 1033 - Par Chloé DERAEDT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DE LA CONSOMMATION

[Crédits à la consommation : précisions sur les dispositions applicables en Polynésie française](#)

N° 1034 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Bénéfice de subrogation : la caution d'un crédit-preneur peut être déchargée si le crédit-bailleur s'abstient de réclamer la restitution du matériel

N° 1035 - Par Akram EL MEJRI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FONDS DE COMMERCE

Cession du fonds de commerce et transfert des dettes et des créances

N° 1036 - Par Bastien BRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Le droit de préemption légal du preneur à bail ne peut être étendu au-delà de la lettre du texte

N° 1037 - Par Laurent RUET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Le cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail à l'épreuve de la preuve

N° 1038 - Par Bernard SAINTOURENS

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PLUS-VALUES

Associé à l'IS de sociétés de personnes

N° 1039 - Par Alexandre LAUMONIER

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

CHRONIQUE

Les nouveautés pour les assemblées générales 2024 → PAGE 44

Bruno DONDERO

DOCTRINE

Le Conseil d'État et la notion de contrôle → PAGE 49

Hervé LE NABASQUE

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Conditions de désignation en justice d'un mandataire *ad hoc* chargé de convoquer une assemblée → PAGE 30

Bernard SAINTOURENS

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Une personne physique peut être qualifiée d'entreprise dominante → PAGE 13

Gilles AUZERO

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

BJS202s4 • Mesure d'instruction <i>in futurum</i> : de la forme et du moment de la demande	4
Thierry FAVARIO – Cass. 2 ^e civ., 26 oct. 2023, n° 21-18619, FS–B	
BJS202r7 • Mesures d'instruction <i>in futurum</i> : quels documents demander dans le cadre d'un groupement ?	6
Géraldine GOFFAUX CALLEBAUT – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-13149, F–B	
BJS202t5 • Responsabilité pénale des personnes morales et fraude à l'identification de l'organe ou du représentant	8
Laurent SAENKO – Cass. crim., 17 oct. 2023, n° 22-84021, F–B	
BJS202s7 • Droit à l'information de l'expert-comptable du CSE lors d'une opération de concentration	11
Gilles AUZERO – CA Paris, 6-2, 26 oct. 2023, n° 23/03927	

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

BJS202r6 • Une personne physique peut être qualifiée d'entreprise dominante	13
Gilles AUZERO – Cass. soc., 22 nov. 2023, n° 22-19282, FS–B	
BJS202r9 • Abus de majorité : poursuite de l'intérêt égoïste des majoritaires au détriment des minoritaires	15
Didier PORACCHIA – Cass. com., 30 août 2023, n° 22-10108, F–D	
BJS202s1 • Statuts de SAS <i>versus</i> acte extrastatutaire : match retour	17
Bruno DONDERO – CA Paris, 5-9, 16 nov. 2023, n° 22/10344	
BJS202s3 • Faute lourde, urgence et obligation de loyauté lors de la révocation du dirigeant d'une SAS	21
Michel STORCK – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 22-12361, F–D	
BJS202s6 • Offres publiques et ordre public économique, recours contre les décisions AMF et droits de la défense	23
Thierry GRANIER – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 21-18318, FS–B	

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

BJS202s2 • Pérennisation d'une SCI et abus de minorité : intérêt commun <i>versus</i> intérêt social ?	27
Jean-François BARBIÈRI – Cass. 3 ^e civ., 7 déc. 2023, n° 22-18665, FS–B	
BJS202t1 • Conditions de désignation en justice d'un mandataire <i>ad hoc</i> chargé de convoquer une assemblée	30
Bernard SAINTOURENS – Cass. com., 20 déc. 2023, n° 21-18746, F–B	
BJS202p7 • De la nécessité de caractériser précisément la faute séparable des fonctions	32
Jean-Christophe PAGNUCCO – CA Bordeaux, 2 ^e ch. civ., 21 sept. 2023, n° 20/01397	
BJS202p3 • Mésentente entre associés : une question de degré	34
Thibault de RAVEL D'ESCLAPON – CA Aix-en-Provence, ch. 3-4, 21 sept. 2023, n° 22/13620	

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

BJS202r8 • Le commissaire aux comptes confronté aux normes professionnelles	38
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 14 nov. 2023, n° 22-13374, F–B	
BJS202q3 • Professionnels du chiffre face aux détournements comptables : expertise justifiée	40
Jean-François BARBIÈRI – CA Bordeaux, 1 ^{re} ch. civ., 2 nov. 2023, n° 22/05477	

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

BJS202s5 • Extension aux dirigeants de droit et de fait de la liquidation judiciaire d'une association fictive	42
Bastien BRIGNON – Cass. 2 ^e civ., 23 nov. 2023, n° 22-12426, F–D	

CHRONIQUE

BJS202t3 • Les nouveautés pour les assemblées générales 2024	44
Bruno DONDERO	

DOCTRINE

BJS202s9 • Le Conseil d'État et la notion de contrôle	49
Hervé LE NABASQUE	

Gazette du Palais

30 JANVIER 2024

144^e ANNÉE · N° HORS-SÉRIE

· HEBDOMADAIRE ·

© Thomas Apert

HORS-SÉRIE

15^E ÉTATS GÉNÉRAUX

DU DOMMAGE CORPOREL

**DOMMAGE CORPOREL
ET DROIT PÉNAL :
INTERACTIONS ET STRATÉGIES**

ORGANISÉS PAR LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX
24 NOVEMBRE 2023 - Maison de la Chimie (Paris)



Gazette du Palais

Édité par Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lexenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lexenso.fr

Publicité : benoit.favre@lexenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

- Prix TTC au n° : 20 €

- + frais de port

- Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

- Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 472 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lexenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n°GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lexenso.fr

15^e ÉTATS GÉNÉRAUX DU DOMMAGE CORPOREL

Dommage corporel et droit pénal : interactions et stratégies

Interventions

GPL458n4 Discours d'ouverture par Jérôme GAVAUDAN	2
GPL458g7 Introduction par Stéphanie PORCHY-SIMON	4
• Conférence 1	
GPL458g8 Indemnisation de la victime et procès pénal ? par Patrice JOURDAN	9
GPL458n6 Les dispositifs d'accompagnement des victimes durant le procès pénal par Carole DAMIANI	11
• Ateliers	
GPL458n8 Atelier 2 - Modalités et effets de l'intervention de l'assureur au procès pénal par Jérôme CHARPENTIER, Michel EHRENFEILD et Marie MESCAM	16
GPL458n7 Atelier 3 - La partie civile à l'audience pénale : de la constitution à la liquidation par Laurent SAENKO, Benoît MORNET, Patrice GAUD et Lynda LETTAT-OUATAH	22
GPL458p9 Atelier 4 - CIVI et juridictions répressives par Laurence CLERC-RENAUD, Claudine BERNFELD, Nathalie FAUSSAT et Olivier NOËL	25
GPL458l9 Atelier 5 - Accident du travail et droit pénal par Lynda LETTAT-OUATAH, Caroline BLANVILLAIN et Caroline LACROIX	29
GPL458n5 Atelier 6 - Indemnisation des violences sexuelles et intrafamiliales par Liliane DALIGAND, Anne GUÉGAN et Élodie SCHORTGEN	31
• Conférence 3	
GPL458m6 Les délais de prescription particuliers applicables au FGAO et au SARVI par Jérôme CHARPENTIER	36
GPL458n3 Les délais de prescription de l'action publique et leurs impacts sur l'action civile par Aurélie COVIAUX	41

Le financement de la dépendance

Introduction
JEAN-HERVÉ LORENZI

Perspectives démographiques et dépendance : un horizon en mutation

La dépendance en Europe : perspectives
PIERRE PESTIEAU

Projeter le nombre futur de dépendants : une approche multifactorielle avec un modèle Probit
KEVIN GENNA

Indicateurs de dépendance sur base de l'enquête SHARE : réflexions sur l'espérance de vie en bonne santé

XAVIER FLAWINNE
SERGIO PERELMAN
JÉRÔME SCHOENMAECKERS

Évoluer dans la prise en charge de la dépendance : des solutions innovantes

Comment repousser l'âge moyen d'entrée en dépendance ?
KEVIN GENNA

MATHIEU NOGUÈS

La prévention de la perte d'autonomie liée au vieillissement
MICHEL CHASSANG

L'entreprise au chevet des aidants : une mobilisation indispensable
PATRICK SAGON

La dépendance des personnes âgées : quel(s) rôle(s) pour les femmes ?
MARIE BLAISE

LAURÈNE THIL

Déficiences de mortalité en EHPAD et à la maison en Europe
MATHIEU LEFEBVRE

JÉRÔME SCHOENMAECKERS

Quel statut juridique et quelles missions pour des EHPAD à visage humain ?
MATHIAS DEWATRIPONT

Aide informelle à domicile et en EHPAD : déterminants, valeur monétaire et implication pour la répartition des coûts de la dépendance

AGNÈS GRAMAIN
QUITTERIE ROQUEBERT
MARIANNE TENAND

Le financement de la dépendance par le biais des assurances : une approche préventive

Agissons sans tarder pour relever le défi de la dépendance liée à l'âge
FLORENCE LUSTMAN

Le marché de l'assurance dépendance
PHILIPPE TRAINAR

Que peut-on attendre d'une assurance autonomie universelle dans le financement de la perte d'autonomie ? Évaluation à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable
XAVIER CHOJNICKI

LIONEL RAGOT

La mauvaise perception des risques de longévité et de dépendance ne suffit pas à expliquer la faiblesse du marché de l'assurance dépendance (au Canada)

M. MARTIN BOYER
PHILIPPE DE DONDER
CLAUDE FLUET
MARIE-LOUISE LEROUX
PIERRE-CARL MICHAUD

D'autres perspectives de financement pour la dépendance, au-delà des sentiers traditionnels

Personnes âgées dépendantes : meilleur bien-être, nouvelles dépenses et nouveaux financements
ALAIN VILLEMEUR

Financer la perte d'autonomie : la piste des prêts viagers hypothécaires et de l'assurance obligatoire
CAROLE BONNET

SANDRINE JUIN

ANNE LAFERRÈRE

Anticipation du risque de dépendance et patrimoine
LUC ARRONDEL
RONAN MAHIEU

LAURENT SOULAT

Chronique d'histoire financière

Les « dévaluations compétitives » des années 1930 : plus un mythe qu'une réalité
JONAS LJÜNGBERG

Finance et littérature

Huxley : *le Meilleur des Mondes* et les deux impasses de l'État-providence
ALAIN-GÉRARD SLAMA

Article divers

Comment l'incertitude à l'égard de la politique économique peut-elle affecter le marché boursier français dans un environnement riche en données ?
DONIA ALOUI

ABDERRAZEK BEN MAATOUG

152

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

LE FINANCEMENT DE LA DÉPENDANCE

4-2023

152

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 152
4^e TRIMESTRE 2023

LE FINANCEMENT DE LA DÉPENDANCE

Perspectives démographiques et dépendance : un horizon en mutation

Évoluer dans la prise en charge de la dépendance : des solutions innovantes

Le financement de la dépendance par le biais des assurances : une approche préventive

D'autres perspectives de financement pour la dépendance, au-delà des sentiers traditionnels

• Chronique d'histoire financière

Les « dévaluations compétitives » des années 1930 : plus un mythe qu'une réalité

• Finance et littérature

Huxley : *le Meilleur des Mondes* et les deux impasses de l'État-providence

• Article divers

Comment l'incertitude à l'égard de la politique économique peut-elle affecter le marché boursier français dans un environnement riche en données ?

ISBN 978-2-37647-090-8

ISSN 0987-3368

Prix : 35,00 €



9 782376 470908

SOMMAIRE

Le financement de la dépendance

- 9 Introduction
JEAN-HERVÉ LORENZI

Perspectives démographiques et dépendance : un horizon en mutation

- 15 La dépendance en Europe : perspectives
PIERRE PESTIEAU
- 27 Projeter le nombre futur de dépendants : une approche multifactorielle avec un modèle Probit
KEVIN GENNA
- 37 Indicateurs de dépendance sur base de l'enquête SHARE : réflexions sur l'espérance de vie en bonne santé
XAVIER FLAWINNE
SERGIO PERELMAN
JÉRÔME SCHOENMAECKERS

Évoluer dans la prise en charge de la dépendance : des solutions innovantes

- 59 Comment repousser l'âge moyen d'entrée en dépendance ?
KEVIN GENNA
MATHIEU NOGUÈS
- 69 La prévention de la perte d'autonomie liée au vieillissement
MICHEL CHASSANG
- 79 L'entreprise au chevet des aidants : une mobilisation indispensable
PATRICK SAGON

- 89 La dépendance des personnes âgées : quel(s) rôle(s) pour les femmes ?
MARIE BLAISE
LAURÈNE THIL
- 101 Différences de mortalité en EHPAD et à la maison en Europe
MATHIEU LEFEBVRE
JÉRÔME SCHOENMAECKERS
- 113 Quel statut juridique et quelles missions pour des EHPAD à visage humain ?
MATHIAS DEWATRIPONT
- 125 Aide informelle à domicile et en EHPAD : déterminants, valeur monétaire et implication pour la répartition des coûts de la dépendance
AGNÈS GRAMAIN
QUITTERIE ROQUEBERT
MARIANNE TENAND
- Le financement de la dépendance par le biais des assurances : une approche préventive**
- 143 Agissons sans tarder pour relever le défi de la dépendance liée à l'âge
FLORENCE LUXTMAN
- 151 Le marché de l'assurance dépendance
PHILIPPE TRAINAR
- 167 Que peut-on attendre d'une assurance autonomie universelle dans le financement de la perte d'autonomie ? Évaluation à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable
XAVIER CHOJNICKI
LIONEL RAGOT

- 185 La mauvaise perception des risques de longévité et de dépendance ne suffit pas à expliquer la faiblesse du marché de l'assurance dépendance (au Canada)

M. MARTIN BOYER

PHILIPPE DE DONDER

CLAUDE FLUET

MARIE-LOUISE LEROUX

PIERRE-CARL MICHAUD

D'autres perspectives de financement pour la dépendance, au-delà des sentiers traditionnels

- 205 Personnes âgées dépendantes : meilleur bien-être, nouvelles dépenses et nouveaux financements

ALAIN VILLEMEUR

- 217 Financer la perte d'autonomie : la piste des prêts viagers hypothécaires et de l'assurance obligatoire

CAROLE BONNET

SANDRINE JUIN

ANNE LAFERRÈRE

- 235 Anticipation du risque de dépendance et patrimoine

LUC ARRONDEL

RONAN MAHIEU

LAURENT SOULAT

Chronique d'histoire financière

- 255 Les « dévaluations compétitives » des années 1930 : plus un mythe qu'une réalité

JONAS LJUNGBERG

Finance et littérature

- 263 Huxley : *le Meilleur des Mondes* et les deux impasses de l'État-providence

ALAIN-GÉRARD SLAMA

Article divers

- 275 Comment l'incertitude à l'égard de la politique économique peut-elle affecter le marché boursier français dans un environnement riche en données ?

DONIA ALOUI

ABDERRAZEK BEN MAATOUG